



Date de dépôt : 19 novembre 2025

Rapport du Conseil d'Etat **au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale** **pour l'année 2024**

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001 (LFSI; rs/GE D 1 06), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

Ce rapport comprend également un chapitre présentant l'accomplissement des tâches prévues dans le cadre des crédits extraordinaires accordés, respectivement, pour les conflits au Soudan et au Liban, ainsi que le rapport écrit sur l'accomplissement des tâches prévues dans la loi pour une contribution d'urgence en faveur des populations civiles touchées par le conflit dans la région du Proche-Orient et pour la promotion de la paix (loi 13388).

La Cour des comptes a finalisé en 2024 son audit de conformité sur le financement cantonal direct des projets d'aide au développement. L'exercice a validé la pertinence des mécanismes d'octroi des subventions par le service de la solidarité internationale (SSI). Les recommandations formulées par la Cour des comptes relevaient davantage d'ajustements des procédures. A ce jour, l'ensemble des recommandations est mis en œuvre. Seule la révision du règlement d'application de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 19 juin 2002 (RFSI; rs/GE D 1 06.01), est encore en cours. Cette dernière devrait être finalisée d'ici début 2026.

1. Introduction

En 2024, près de 700 millions de personnes vivaient dans l'extrême pauvreté à l'échelle mondiale. Ce phénomène est accentué par la multiplication des conflits et l'augmentation des catastrophes naturelles de grande envergure. Les répercussions, multiples et complexes, de ce contexte mondial de polycrise pèsent notamment sur les populations les plus vulnérables. En conséquence, le bilan humain de l'année 2024 est lourd. Les décès de civils dans les conflits ont augmenté de 40% selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. L'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) s'inquiète du niveau alarmant atteint par l'insécurité alimentaire, affectant 16,3 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë, dont 5 millions souffrant de malnutrition sévère. Les discriminations sont en hausse, et les femmes sont deux fois plus nombreuses que les hommes à être exposées à ces problèmes. Les membres de groupes marginalisés, comme les personnes pauvres, sont davantage affectés par ce phénomène. Les audiences visées par les violations des normes internationales augmentent. Les travailleuses et travailleurs humanitaires, la presse et les défenseuses et défenseurs des droits de l'homme sont directement pris pour cibles. Selon Reporters sans Frontières, 550 journalistes étaient emprisonnés à travers le monde en 2024, soit une hausse de 7% par rapport à l'année précédente.

L'année 2024 est aussi celle de la contradiction. Alors que les différentes crises se superposent, générant davantage de besoins essentiels à couvrir pour les populations affectées, notamment en matière d'accès à l'eau, à l'éducation, à la santé et au logement, les contributions à la coopération internationale ont connu une forte contraction. En 2024, pour la première fois depuis 5 ans, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) signalait une baisse d'environ 7% des montants dédiés à la coopération internationale. Depuis la fin du COVID-19 et le début de la guerre en Ukraine, le désengagement progressif des bailleurs de fonds traditionnels de la solidarité internationale ne fait que s'accroître, contribuant à une crise majeure en 2025.

Le canton de Genève a continué à soutenir les organisations basées à Genève qui œuvrent en faveur de la solidarité internationale. Cette enveloppe budgétaire de 25 450 699 millions de francs a permis, entre autres, d'assurer la couverture de biens essentiels dans des crises aiguës, de protéger les personnes victimes de violations des droits humains à travers le monde, de favoriser l'accès à la santé et à l'éducation pour les femmes et les jeunes filles, tout en valorisant des initiatives qui atténuent la dégradation progressive de notre environnement.

2. Le budget de la solidarité internationale en 2024

En 2024, le montant attribué à la solidarité internationale a été de 25 450 699 francs (voir annexe 1), dont :

- 9 millions de francs ont été alloués à des aides d'urgence via des crédits extraordinaires : en août 2024, le Conseil d'Etat a accordé un crédit extraordinaire de 5 millions de francs à Médecins sans frontières (MSF) Suisse afin de soutenir ses activités en faveur des populations touchées par le conflit au Soudan. En fin d'année, il a également octroyé une aide financière d'urgence de 4 millions de francs à 6 organisations humanitaires actives au Liban et dans les pays limitrophes, à savoir la Croix-Rouge libanaise via la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), le Comité international de la Croix Rouge (CICR), le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), MSF, et le Centre pour le Dialogue humanitaire (HD);
- 3 millions de francs ont été alloués à des projets de coopération au développement, via le contrat de prestations avec la Fédération genevoise de coopération (FGC);
- 5,7 millions de francs ont été dépensés en soutien à l'aide humanitaire à travers les conventions de partenariat avec le CICR (4,5 millions de francs) et MSF Suisse (1,2 million de francs);
- 1,4 million de francs ont été alloués pour le soutien des loyers des missions permanentes à Genève des pays les moins avancés, dont celles de 2 pays qui se sont installées en 2024;
- 6,35 millions de francs ont été distribués en subventions pour des projets d'aide humanitaire, de promotion des droits humains, d'éducation et formation, de protection de l'environnement, de paix et de médiation, de protection des femmes et des enfants, de santé, d'information, ainsi que pour le soutien à des manifestations de plaidoyer et de sensibilisation à Genève.

Au total, le budget de la solidarité internationale a permis de financer 76 projets, dont 41 nouveaux projets, et de respecter des engagements qui avaient préalablement été pris sur 35 projets pluriannuels en cours de réalisation depuis 2022 (voir liste complète des projets financés en 2024 en annexe 2). En 2024, l'Afrique subsaharienne reste la région la plus financée, avec un total de 9 938 782 francs (39%), suivie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), qui bénéficie d'un financement de 6 528 500 francs (26%). En Amérique latine, les projets ont reçu

3 524 894 francs (14%), tandis que ceux en Asie ont été financés à hauteur de 1 127 783 francs (4%). Un montant de 1 080 000 francs (4%) a été alloué à des projets à portée globale. Enfin, les initiatives en lien avec la Genève internationale ont bénéficié d'un financement de 3 250 740 francs (13%).

3. Aperçu de la répartition des subventions de projets par domaine d'intervention

3.1. Droits humains, paix et médiation



Objectif de développement durable (ODD) 16 : « La paix, la justice et les institutions efficaces constituent l'ODD 16. Il prévoit de réduire toutes les formes de violence et les taux de violence qui y sont associés. Il veut mettre fin à la maltraitance, l'exploitation, la traite et toutes formes de violence et de torture dont sont victimes, principalement les enfants ».

Un montant de 2 137 450 francs (33%) a été attribué à des associations genevoises actives dans la défense des droits humains, dans la promotion de la paix et la prévention des conflits. Ce financement a permis de soutenir 20 projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient ainsi qu'à Genève. Ces projets couvrent principalement la protection des défenseuses et défenseurs des droits humains, le renforcement des capacités des associations en matière d'enquête et de poursuite de crimes internationaux (crimes de guerre et crimes contre l'humanité), ainsi que la protection numérique des données.

A cet effet, le SSI a financé pour la première fois l'organisation HURIDOCs qui propose un programme innovant, et essentiel, pour protéger les données sensibles des organisations œuvrant en faveur des droits humains. Ce projet vise à accompagner les défenseuses et défenseurs des droits humains en leur fournissant des outils numériques permettant de stocker et d'analyser en toute sécurité les informations relatives aux droits humains. Il a permis à 5 organisations de défense des droits humains d'Amérique latine et d'Asie de créer 6 bases de données personnalisées et sécurisées et de bénéficier d'outils *open source* mis à leur disposition.

L'année 2024 a été marquée par le 35^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989 (RS 0.107). Dans ce cadre, Défense des enfants international (DEI) a organisé, avec le soutien du canton, la conférence mondiale sur la justice pour les enfants privés de liberté en décembre 2024 à Genève. La conférence a réuni des enfants, des expertes et experts, des professionnelles et professionnels du droit et des représentantes et

représentants institutionnels de 8 pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Cette rencontre a mis en lumière des approches alternatives non carcérales pour la réintégration des enfants. La conférence a compté avec la présence de Madame la conseillère d'Etat Nathalie Fontanet, qui a pris la parole à l'occasion de la cérémonie de clôture.

3.2. Protection des femmes et des enfants



ODD 5 : encourager l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans le développement économique, à éliminer toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles, ainsi qu'à promouvoir des possibilités de participation équitables à tous les niveaux.

En 2024, un montant de 553 929 francs (9%) a été alloué à divers projets de protection des femmes et des enfants. L'un de ces projets est porté par l'organisation The Global Survivors Fund (GSF). Fondé en octobre 2019 par les lauréats du prix Nobel de la paix Denis Mukwege et Nadia Murad, le GSF a pour mission d'améliorer l'accès aux réparations et à la justice pour les survivantes et survivants de violences sexuelles dans les conflits. Grâce au soutien du canton, ce sont 799 survivantes et survivants qui ont bénéficié de mesures de réparations. Le suivi de l'impact de l'obtention de ces mesures a montré qu'un pourcentage très élevé de survivantes et survivants ont rapporté une amélioration de leur sentiment de dignité, d'autonomie et de capacité d'agir. Les bénéficiaires sont originaires de la République démocratique du Congo (RDC), du Soudan, du Cambodge, du Népal, du Timor-Leste, d'Irak et de Turquie. Les projets de GSF incluent des soins médicaux et psychologiques, ainsi que des compensations financières pour aider les survivantes et survivants à reconstruire leur vie.

Un autre projet soutenu dans le cadre de la protection de l'enfance est celui de Casa Alianza, qui défend les droits des enfants en situation de migration forcée au Honduras. En 2022, 14 163 enfants honduriens avaient été rapatriés des Etats-Unis et du Mexique, la majorité ayant fui pour des raisons économiques, familiales, liées à la violence ou pour poursuivre leurs études. Selon Casa Alianza Honduras, 40% de ces enfants sont en situation de grande vulnérabilité et nécessitent un foyer d'accueil à leur retour. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'une série de projets financés par le canton depuis 2013, visant à garantir la pleine jouissance des droits des enfants migrants vulnérables, pour faciliter leur réinsertion familiale ou leur autonomie. En 2024, Casa Alianza a ainsi soutenu 135 enfants dans des programmes résidentiels et 50 dans le cadre de réintégrations familiales, leur offrant protection, éducation, soins médicaux et opportunités de

développement personnel. Le projet a également permis d'organiser 14 réunions de coordination avec des institutions publiques et des organisations de la société civile, renforçant ainsi l'influence de l'organisation pour la mise en œuvre de politiques en faveur des droits des enfants migrants. Par ailleurs, des activités thérapeutiques, éducatives et culturelles ont aidé les enfants à faire face aux traumatismes qu'ils ont enduré.

3.3. Projets environnementaux



ODD 2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.

ODD 6 : garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau.

ODD 13 : mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

ODD 15 : vie terrestre

En 2024, 585 000 francs (9%) ont été attribués à 7 projets environnementaux, s'inscrivant majoritairement dans le cadre des ODD 2, 6, 13 et 15. A ce titre, il est intéressant de mentionner un premier financement du canton à l'Alliance mondiale sur la santé et la pollution (GAHP). GAHP a été créée en 2012 dans le but de formuler des stratégies pour les Etats afin de les aider à lutter contre la pollution au plomb. Le projet financé par le canton soutient l'Ouganda et plusieurs pays de la région du Mercosur. L'objectif est de coordonner les efforts entre le secteur privé et les gouvernements afin de cartographier la quantité de batteries usagées gérées de manière informelle et de promouvoir leur gestion formelle. En Ouganda, le programme a permis d'identifier des sites contaminés par le plomb, issus notamment du recyclage des batteries au plomb-acide usagées, de la production pétrolière, de la peinture et de l'exploitation minière. Dans la région du Mercosur, GAHP a reçu le mandat formel de plusieurs pays pour poursuivre le dialogue multilatéral et faire avancer la collaboration régionale sur la pollution au plomb. Ces discussions se sont inscrites dans une démarche de collaboration régionale pour identifier des solutions communes adaptées aux défis spécifiques du Mercosur, notamment en matière de régulation, de logistique, et d'implication du secteur privé pour promouvoir des pratiques durables.

Le canton a également soutenu pendant plusieurs années le projet innovant de la Fondation suisse de coopération au développement technique Swisscontact qui développe des marchés pour le recyclage en Bolivie et qui accompagne des entreprises respectueuses de l'environnement dans le recyclage des matériaux du secteur des transports. Sur l'ensemble du projet cofinancé par le canton, l'impact est très satisfaisant que ce soit en matière de

gestion opérationnelle des déchets via des plateformes d'entreprise, de transformation des processus de production et de commercialisation des produits recyclés, de renforcement des capacités dans les secteurs public et privé en matière d'économie circulaire ou encore de sensibilisation à la réduction et au recyclage des déchets. La collaboration de longue date de l'organisation avec des entreprises engagées, les pouvoirs publics et des centres de recherche ont permis d'initier un changement durable. L'un des grands résultats à relever est l'entrée en vigueur d'une loi sur la responsabilité du producteur, une avancée positive pour la gestion des déchets et le développement de l'économie circulaire en Bolivie.

3.4. Santé



L'ODD 3 vise la bonne santé et le bien-être et concerne principalement les mères et les enfants, la lutte contre les épidémies et l'accès aux soins.

Dans le domaine de la santé, le canton a attribué 1 248 000 francs (20%) à des projets sur le terrain, dont 180 000 francs en collaboration avec les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). A cet effet, le projet de prévention du cancer du col de l'utérus et de promotion de la santé de la femme mis en place par les HUG au Cameroun a permis d'améliorer significativement l'accès au dépistage et au traitement de ce cancer dans la région de Dschang. Sur les 12 mois du projet, 1 261 femmes ont été dépistées et 139 ont pu être traitées pour une suspicion de lésion du col de l'utérus. Des activités de formations et de sensibilisation à destination du personnel de santé et des relais communautaires ont pu être effectuées comme prévu.

En Afrique subsaharienne, les activités de l'école de chirurgie reconstructive soutenue par l'association 2nd Chance ont permis d'offrir des soins chirurgicaux à 194 patientes et patients en Afrique subsaharienne, dont 54 enfants. Ces interventions ont été réalisées dans le cadre des missions de formation clinique, en partenariat avec des hôpitaux locaux dans plusieurs pays, notamment la Guinée, le Togo, la Tanzanie, la Namibie, l'Ouganda et l'Éthiopie. Au total, 97 patientes et patients ont été opérés directement pendant les ateliers de formation. Les pathologies traitées concernaient principalement les séquelles de brûlures, les malformations congénitales et les séquelles d'accidents. Durant les 3 ans du projet, 280 chirurgiennes et chirurgiens ont bénéficié d'un soutien à la formation en chirurgie reconstructive, pour une cible initiale de 225. Parmi eux, 39 sont revenus

dans les missions organisées par 2nd Chance en tant que formatrices et formateurs, témoignant d'une montée en compétence durable.

3.5. Education et formation



L'ODD 4 vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Au total, 750 000 francs (12%) ont été consacrés, en 2024, aux projets d'éducation et de formation à Genève (450 000 francs) et sur le terrain (300 000 francs). Au Myanmar, l'association FXB International continue de mettre en œuvre ses activités de renforcement de l'employabilité et des capacités personnelles de jeunes vulnérables, déplacés internes et survivants de violences liées au genre. Ainsi, les femmes et les filles survivantes de violences basées sur le genre, les personnes LGBTQI+ victimes de discrimination et de violence, les personnes handicapées, les migrantes et migrants internes et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays font partie des bénéficiaires privilégiés du projet.

En dépit de la situation instable que connaît le pays, les objectifs du projet sont en bonne voie d'être atteints. Durant cette première année, au travers du centre de formation et des unités mobiles, 280 étudiantes et étudiants (dont 89% de femmes) ont bénéficié d'une formation professionnelle dans différents domaines comme la couture ou le travail du métal et du bois. Dans l'ensemble, ces formations ont connu un taux de réussite dépassant les 70%, un résultat très encourageant. Dans le cadre de leur cursus, les étudiantes et étudiants ont également suivi des cours d'éducation non-formelle et de compétences de vie, sur des thèmes comme l'égalité des genres, l'hygiène, la santé sexuelle et reproductive ou encore les droits de l'homme. Enfin, à la suite des formations, 52 femmes déplacées internes ou survivantes de violences basées sur le genre ont pu bénéficier d'un capital de départ pour lancer leur micro-entreprise.

L'année 2024 confirme les bons résultats atteint grâce à une collaboration fructueuse entre l'Université de Genève (UNIGE) et le canton de Genève, notamment à travers la mise en œuvre de 2 projets ambitieux et innovants. Le projet InZone propose un enseignement supérieur hybride dans les domaines de la santé communautaire et de l'éducation aux jeunes vivant dans des camps de réfugiés au Kenya, en Jordanie et au Niger. A la moitié du projet, les résultats atteints sont positifs. Les 2 certificats d'études ouvertes (COS) en santé communautaire et en éducation ont été élaborés et sont en cours de

déploiement. Ainsi, le COS en santé communautaire en est à sa deuxième cohorte, et celui dans le domaine de l'éducation à sa première. Dans les 2 cas, les taux de réussite dépassent les 75%. Depuis 2024 et pour une durée de 2 ans, le canton soutient le programme Horizon académique de l'UNIGE au travers du financement de bourses de recherche afin d'accueillir et de soutenir activement les chercheuses et chercheurs en danger en raison de persécutions politiques ou de crises humanitaires. Les résultats obtenus durant la première année sont encourageants, et le dispositif mis en place est efficace. Parmi les 16 personnes qui ont pu bénéficier de ce programme, on compte notamment une chercheuse afghane travaillant sur la thématique des politiques d'éducation en temps de crise, et interdite d'activités académiques dans son pays.

3.6. Aide humanitaire

En plus des projets d'aide humanitaire financés via les conventions de partenariat avec le CICR et MSF dans des contextes oubliés, le canton de Genève s'engage à soutenir, avec des montants plus modestes, des réponses d'urgence à la suite de catastrophes naturelles ou de conflits armés. En 2024, le montant total de ces aides humanitaires a été de 436 000 francs (7%). Le financement est accordé en priorité à des crises invisibilisées en raison d'une trop faible couverture médiatique et du désintérêt de la communauté internationale. Le canton s'emploie également à favoriser les populations marginalisées ou absentes des appels humanitaires. Dès lors, une contribution financière a été accordée à la Croix-Rouge suisse pour aider les populations touchées par les inondations au Bangladesh. En Bolivie, le canton a soutenu la réponse humanitaire d'Helvetas destinée aux populations affectées par les incendies de forêt dans la région de Chiquitania. En Egypte, en Libye et au Tchad, le canton a financé diverses organisations pour venir en aide aux populations réfugiées soudanaises extrêmement vulnérables, qui fuient le conflit au Soudan depuis 2023. Une autre contribution a été octroyée à Mercy Hands Europe en Irak à la suite du déclenchement des hostilités entre Israël et le Hezbollah pour soutenir les populations libanaises réfugiées en Irak. Enfin, une contribution a été accordée à la Fondation Terre des Hommes pour venir en aide aux populations déplacées en Syrie à la suite de la chute du régime en décembre 2024.

3.7. Manifestations à Genève et projets de sensibilisation

Dans le but de préserver et de renforcer Genève comme plateforme de dialogue neutre et inclusive, le canton a financé des actions à hauteur de 182 784 francs (3%). Il s'agit principalement de soutenir la venue de

déléguées et délégués des pays à faible revenu pour contribuer aux divers mécanismes onusiens dédiés au respect des droits de l'homme. Ce soutien a également permis de mettre en lumière des défenseuses et défenseurs des droits de l'homme, en offrant de la visibilité aux actions qu'elles et ils mènent dans leurs pays respectifs. Le canton a contribué à la venue de 10 femmes, membres de la société civile et victimes de disparitions forcées, dans le cadre du Congrès mondial sur les disparitions forcées, coorganisé par la Commission internationale de juristes en partenariat avec le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme. Cet événement, qui s'est tenu à Genève pour la première fois, a permis de réaffirmer l'engagement des Etats en faveur des victimes des disparitions forcées. Le Congrès a notamment permis l'adoption d'un plan d'action contenant des activités spécifiques, mesurables, atteignables et définies dans le temps, pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre par les Etats de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, 20 décembre 2006 (RS 0.103.3).

Par ailleurs, le canton a soutenu pour la première fois la Fondation Freedom Cartoonists dans le cadre de la cérémonie de remise du Prix international du dessin de presse 2024, aussi intitulé *The Kofi Annan Courage in Cartooning Award*. L'événement s'est déroulé à la Maison de la Paix le 3 mai, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. En 2024, le Prix a été attribué à une jeune dessinatrice indienne, Rachita Taneja, et à un dessinateur célèbre de Hong Kong, Zunzi, tous deux menacés de procès au pénal. La cérémonie s'est déroulée en présence de deux hôtes d'honneur, la lauréate du Prix Nobel de la Paix 2003 Shirin Ebadi et la journaliste-vedette de CNN Christiane Amanpour.

Dans ce même esprit, le canton a pu financer, pour un montant de 456 800 francs (7%), des projets de sensibilisation et d'information. A titre d'exemple, la 22^e édition du Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) s'est tenue à Genève du 8 au 17 mars 2024. Au total, près de 30 000 personnes y ont participé. Lors de cette édition, le canton a soutenu une soirée thématique sur le thème « Afghanistan : l'apartheid du 21^e siècle ? ». Le film « An Unfinished Journey » a été projeté en première mondiale le mardi 12 mars dans le cadre du FIFDH, devant une salle comble et en présence des coréalisatrices Aeyliya Husain et Amie Williams, ainsi que de la protagoniste du film et ancienne ministre afghane Nargis Nehan. L'événement a été un succès, attirant un large public et permettant de sensibiliser le public à la situation des femmes en Afghanistan.

4. Contrats de prestations et conventions de partenariat

4.1. La Fédération genevoise de coopération (FGC)

L'année 2024 a été marquée par plusieurs moments clés pour la FGC en matière institutionnelle. En effet, les instances dirigeantes de la FGC ont adopté un nouveau programme stratégique pour la période 2025-2028, et les 3 accords cadre avec la Confédération, le canton et la Ville de Genève ont tous été renouvelés. Ainsi, le contrat de prestations de l'Etat de Genève avec la FGC pour la période 2025-2028 a été reconduit par le Grand Conseil (L 13516), lui accordant une contribution financière de 3 millions de francs par an, dans la continuité du précédent contrat. En 2024, la contribution du canton a représenté 20% des fonds de la FGC, se situant en troisième position après la Direction du développement et de la coopération (DDC) et les communes genevoises (hors Ville de Genève). Sur les 3 millions de francs alloués à la FGC, 89% ont été directement alloués aux projets, 1% pour soutenir des projets d'information à Genève, et les 10% restant ont été dédiés aux frais de fonctionnement.

La dynamique collaborative au sein du réseau des fédérations cantonales de coopération internationale (FEDERESO) s'est intensifiée au cours de l'année écoulée, notamment au travers de nombreuses séances de travail dédiées à l'élaboration d'une demande de soutien conjointe entre les fédérations des cantons latins auprès de la DDC, sur demande de cette dernière. Parmi les axes de travail de l'année 2024, la FGC s'est notamment employée à poursuivre la modernisation de ses outils informatiques.

4.2. Médecins sans frontières (MSF) Suisse

En 2024, l'Etat de Genève et MSF Suisse ont signé une nouvelle convention de partenariat pour la période 2024-2027. Ce partenariat permet d'accorder à MSF Suisse un soutien financier de 4,8 millions de francs au total. L'aide du canton a été augmentée de 200 000 francs par an par rapport à la période précédente. Cette hausse de financement se justifie par une augmentation des besoins en matière de santé planétaire, mise à mal par les chocs climatiques. La santé des populations est en effet de plus en plus affectée par le changement climatique qui favorise la malnutrition et accélère la propagation de maladies telles que le paludisme et la dengue.

En 2024, les fonds du canton ont notamment permis d'offrir une aide médicale aux populations déplacées affectées par le conflit au Yémen, de répondre à l'épidémie de choléra qui a touché plus de 10 000 personnes aux Comores, et d'apporter une réponse efficace et innovante à l'épidémie de dengue au Honduras. Enfin, dans le cadre de cette nouvelle convention, MSF

Suisse s'est engagé à minimiser l'impact environnemental de ses activités médicales sans compromettre la sécurité des patientes et patients et la qualité des soins. Dans ce sens, MSF Suisse a lancé le projet « Repenser les articles médicaux à usage unique » afin de résoudre le problème de ces articles qui contribuent de manière significative aux déchets médicaux et à la pollution de l'environnement.

4.3. Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

La convention de partenariat entre le canton et le CICR couvre la période 2022-2025. Cette convention vise la réalisation de projets d'aide humanitaire dans le contexte particulier des conflits oubliés. En 2024, le financement du canton a été attribué à la Colombie, à l'Irak et au Sud Soudan.

Dans un contexte de conflits armés et de violences persistantes en Colombie, le CICR a aidé plus de 43 000 personnes, en collaboration avec la Croix-Rouge colombienne et d'autres partenaires locaux. Le CICR a par exemple soutenu 8 824 personnes couvrir leurs besoins alimentaires et 2 639 par le biais d'un appui au revenu. Grâce aux projets de réhabilitation physique, 203 personnes ont pu recevoir des soins adaptés, facilitant leur réinsertion scolaire ou professionnelle. Le CICR a également permis la clôture positive de 162 cas de personnes disparues, la réunion de 22 membres de familles, et facilité 11 252 appels téléphoniques entre proches séparés. Un dialogue constant avec les autorités et les groupes armés a été maintenu pour promouvoir le respect du droit international humanitaire, en insistant sur la protection des civils. Un soutien psychosocial, médical et juridique a également été fourni aux victimes, aux familles de personnes disparues et aux personnes détenues.

En Irak, le CICR a travaillé avec les autorités locales, la Société du Croissant-Rouge irakien et ses partenaires pour renforcer la résilience des populations touchées par les conflits passés et la violence. Il a soutenu plus de 14 000 personnes via un soutien au revenu et près de 12 000 personnes ont bénéficié d'activités liées à l'accès à l'eau potable et aux infrastructures de base. Par ailleurs, environ 14 600 personnes ont reçu des services de réadaptation physique, notamment dans des centres soutenus par le CICR. L'organisation a aussi facilité la réconciliation des familles séparées, aidé à la recherche des personnes disparues liées aux anciens conflits, et sensibilisé aux risques liés aux mines et aux restes explosifs.

En collaboration avec la Croix-Rouge du Soudan du Sud, le CICR a répondu aux besoins des populations affectées par la violence au Sud Soudan, y compris les personnes fuyant le Soudan, et a soutenu les autorités face à

l'épidémie de choléra et autres urgences. Le CICR a entre autres fourni un soutien psychosocial aux victimes de violences sexuelles, aux familles de personnes disparues, et a aidé 208 346 personnes à couvrir leurs besoins alimentaires de base et 111 352 à produire leur propre nourriture. Les activités liées à l'eau et à l'habitat ont bénéficié à 179 382 personnes. Des infrastructures sanitaires, dont l'hôpital d'Akobo et l'hôpital militaire de Juba, ont reçu un appui technique et matériel, notamment pour la prise en charge des blessés. Une équipe chirurgicale mobile a été déployée à l'hôpital de Renk. Le CICR a aussi appuyé la réhabilitation physique de 3 301 personnes avec un handicap.

5. Crédits extraordinaires

5.1. Aide d'urgence à MSF Suisse – conflit au Soudan

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan connaît l'une des pires crises humanitaires de son histoire. Plus de 13 millions de personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers et 70% des infrastructures médicales fonctionnent au ralenti ou sont totalement inopérantes. La situation est aggravée par une instabilité persistante et une série de crises sanitaires, compliquant considérablement l'accès aux services de santé publics. Le pays traverse l'une des pires crises de santé maternelle et infantile au monde, avec des taux préoccupants de malnutrition aiguë sévère.

Afin de répondre aux nombreux besoins humanitaires générés par cette crise et d'exprimer sa solidarité envers les victimes du conflit, le canton de Genève a décidé de soutenir l'appel d'urgence de MSF. Malgré les nombreux défis, tels que les restrictions imposées par les parties au conflit et les perturbations de l'approvisionnement, MSF est restée l'une des rares organisations à opérer dans les zones contrôlées à la fois par les forces armées soudanaises et les forces de soutien rapide.

Ainsi, le 21 août 2024, le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'urgence de 5 millions de francs en faveur de MSF Suisse, dans le but de soutenir les populations victimes du conflit au Soudan. Cette aide a permis à MSF d'intensifier ses efforts pour répondre aux immenses besoins humanitaires causés par le conflit et les épidémies. Au total, plus de 1,7 million de patientes et patients ont pu être pris en charge par MSF.

Dans l'Etat d'Al-Gedaref, MSF a installé un centre de traitement du choléra où 3 016 patientes et patients ont été soignés. Les équipes ont également lutté contre le paludisme et la dengue, qui ont aggravé les souffrances de la population, notamment dans les camps de déplacés où l'accès à l'eau potable était limité. Au camp de déplacés d'Um Rakuba, MSF

a réalisé 75 018 consultations ambulatoires, dont 8 803 pour des soins prénatals, et a hospitalisé 4 680 patientes et patients.

Au Darfour-Ouest, MSF a maintenu son soutien à l'hôpital universitaire d'El-Geneina, gérant les services de pédiatrie, d'urgence et d'hospitalisation, ainsi que le centre d'alimentation thérapeutique. Au total, 68 692 consultations ambulatoires ont été effectuées et 3 675 enfants ont été admis. En plus des soins dans les camps de déplacés surpeuplés et les zones de combat urbaines, MSF a organisé des cliniques mobiles dans des communautés éloignées autour de Foro Baranga, axées sur la nutrition et le traitement du paludisme. Dans le cadre de la campagne de vaccination de routine, 46 757 doses de vaccins ont été administrées aux enfants et aux femmes enceintes.

MSF a également fourni des soins prénatals et postnatals, des accouchements assistés, y compris des césariennes, ainsi que d'autres services de santé pour les femmes et les enfants. Une attention particulière a été portée aux soins médicaux et psychologiques destinés aux femmes et jeunes filles ayant subi des violences sexuelles. Malgré l'escalade de la violence dans l'Etat de Khartoum, MSF a continué à soutenir les hôpitaux d'Umdawanban et d'Alban Al-Jadeed en versant des indemnités au personnel soignant, en fournissant des fournitures médicales et en apportant une aide logistique pour maintenir les services de santé essentiels et faire face à une épidémie de choléra en octobre.

5.2. Aide d'urgence pour le conflit au Liban

Considérant les importants besoins humanitaires des populations affectées au Liban et dans les pays limitrophes par l'escalade de la violence au Proche-Orient à partir du mois d'octobre 2024, une contribution d'urgence de 4 millions de francs a été octroyée par le Conseil d'Etat à 6 organisations humanitaires présentes sur place : la Croix-Rouge libanaise, via la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (1 000 000 de francs), le CICR (1 000 000 de francs), MSF Suisse (500 000 francs), l'UNRWA (500 000 francs), le HCR (500 000 francs), ainsi que le HD (500 000 francs) pour ses activités dans les domaines de la médiation et du dialogue.

Ce soutien a permis d'apporter une aide aux populations civiles touchées par le conflit, tout en contribuant aux efforts de paix par le biais du dialogue et de la médiation. Ce crédit extraordinaire, qui prendra fin à la fin de l'année 2025, fera l'objet d'un rapport détaillé dans le cadre du rapport du Conseil

d'Etat au Grand Conseil sur la politique de solidarité internationale pour l'année 2025.

5.3. *Rapport écrit sur l'accomplissement des tâches prévues dans la loi pour une contribution d'urgence en faveur des populations civiles touchées par le conflit dans la région du Proche-Orient et pour la promotion de la paix (loi 13388)*

En 2023 et 2024, grâce à la contribution extraordinaire de 5 millions de francs du canton de Genève, MSF, le CICR, le PAM et l'UNRWA ont pu mener des actions vitales à Gaza dans un contexte de crise humanitaire majeure et des fortes restrictions à l'accès humanitaire.

MSF a pu maintenir une présence médicale cruciale malgré des conditions extrêmes. Au total, plus de 74 300 consultations médicales ont été effectuées et 240 000 litres d'eau potable ont été distribués chaque jour à Rafah. MSF a fourni des soins chirurgicaux à plus de 6 000 personnes, des traitements pour brûlures et blessures de guerre pour plus de 48 000 personnes, plus de 62 000 consultations de santé mentale, de physiothérapie, ainsi que plus de 16 000 consultations pendant la grossesse et des soins et post-partum dans plusieurs hôpitaux et cliniques. En tout, 100 tonnes de matériel médical ont été acheminées à Gaza, notamment des kits chirurgicaux et de pansements. Dans la bande de Gaza sud, l'organisation a géré ou soutenu activement plus de neuf établissements de santé, dont des cliniques à Rafah et des hôpitaux à Khan Younis.

Le PAM a apporté une assistance alimentaire d'urgence à plus de 2,1 millions de personnes en 2024, dont environ 1,86 millions à Gaza et 283 000 en Cisjordanie. Toutefois, en raison des fortes restrictions d'accès, seules 65% des 270 000 tonnes prévues de nourriture ont pu être distribuées. Le PAM a mis en place 125 points de distribution à Gaza, soutenu 18 boulangeries, et distribué jusqu'à 500 000 repas chauds par jour via 104 cuisines communautaires pendant le Ramadan. En outre, 312 550 personnes ont reçu une assistance financière, bien que cela ne représente qu'un tiers du montant initialement prévu. Le PAM a étroitement collaboré avec l'UNRWA pour la distribution d'aide humanitaire à Gaza.

Le CICR a fourni une aide multisectorielle ciblée. A Gaza, environ 50 000 personnes ont reçu une aide financière directe et 7 300 ménages déplacés ont obtenu des articles de première nécessité. L'organisation a réalisé 500 interventions chirurgicales à l'Hôpital européen de Gaza, soutenu le fonctionnement de structures de réhabilitation physique et distribué des fournitures médicales à plus de 11 000 personnels de santé. Le CICR a

également facilité la libération de 109 otages et de 154 détenus palestiniens, et fourni un appui psychologique à plus de 480 personnes hospitalisées.

L'UNRWA a réussi à maintenir l'accès aux services essentiels pour les 1,7 millions de réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'agence à Gaza. L'agence a transformé ses écoles en 150 centres d'hébergement d'urgence afin d'accueillir plus de 1 million de personnes déplacées. Plus de 2 millions de consultations médicales ont été assurées par les centres de santé de l'UNRWA à Gaza en 2023. L'UNRWA gérait 22 centres de santé primaires à Gaza, dont plusieurs ont été endommagés ou sont devenus inaccessibles à cause des combats. Des équipes mobiles de santé continuent d'opérer malgré des conditions extrêmes, avec le soutien de partenaires humanitaires. Environ 1 million de personnes ont reçu de la nourriture et des produits de première nécessité grâce aux distributions de l'agence. L'UNRWA a fourni également un soutien psychosocial à plus de 400 000 enfants et adultes.

L'UNRWA a été l'un des principaux canaux pour la réception et la distribution de l'aide humanitaire via Rafah, malgré les restrictions et les interruptions d'accès. L'UNRWA comptait avec environ 13 000 employées et employés travaillant pour l'agence à Gaza avant la crise, constituant le plus grand contingent humanitaire de la bande de Gaza. Ces chiffres montrent l'ampleur de la réponse de l'UNRWA dans un contexte extrêmement difficile. L'action de l'UNRWA a été essentielle pour la survie d'environ 1,7 million de personnes réfugiées à Gaza, tout en étant confrontée à d'importantes destructions d'infrastructures et pertes humaines parmi son personnel.

Enfin, le HD a mené un dialogue discret et confidentiel avec les différentes parties au conflit au Proche-Orient afin de contribuer à désescalader les tensions et de prévenir des violences majeures à l'échelle régionale.

6. Evaluation et suivi des projets

Dans le cadre du suivi des projets soutenus par le canton de Genève, 2 membres du SSI se sont rendus en Egypte du 5 au 15 novembre 2024. Cette mission avait pour objectif de rencontrer les organisations bénéficiaires des crédits extraordinaires alloués par le canton pour soutenir les réponses humanitaires à Gaza et au Soudan (CICR, MSF, UNRWA, PAM et HD). La mission a également permis d'évaluer la mise en œuvre et l'impact des projets de coopération financés en Egypte par le canton. Depuis 2019, l'Egypte a bénéficié de 1 910 000 francs du fonds de la solidarité internationale à travers des subventions allouées à des organisations genevoises, telles que Handicap International et DEI.

La mission a mis en lumière les défis humanitaires majeurs auxquels l'Egypte est confrontée, notamment en raison de l'afflux massif de réfugiés soudanais et d'autres nationalités. Bien que le pays accueille environ 10 millions d'étrangers, de migrants et de réfugiés, l'absence de camps et la lenteur des procédures de régularisation contribuent à la précarisation croissante de ces populations, en particulier des réfugiés soudanais dont la situation est dramatique. Les enfants non accompagnés, les femmes et les personnes en situation irrégulière sont particulièrement vulnérables, souvent privées d'accès aux services de base et menacés d'être renvoyés dans leurs pays d'origine.

Les visites des projets financés par le canton de Genève en Egypte ont démontré l'impact significatif de leurs activités, notamment en matière de protection des femmes et des enfants. Le projet mis en œuvre par Handicap International en Egypte, vise à améliorer l'accès au développement de la petite enfance pour les enfants en situation de handicap, tout en soutenant l'autonomisation économique de leurs mères via des formations professionnelles, le soutien à la création de micro-entreprises et un accompagnement à l'entrepreneuriat. Le projet établit un lien étroit entre les progrès des enfants et la capacité des mères à générer des revenus et disposer de temps pour les accompagner. Déployé dans plusieurs quartiers du Grand Caire, le projet s'appuie sur un partenariat avec le gouvernement égyptien (ministères de la Santé et de l'Education) et 3 organisations de la société civile (Nidaa, Basmat Amal, Khairo Baraka), avec un accent sur le renforcement des capacités, la formation des expertes et experts, l'équipement des centres et l'amélioration des services.

Le projet de DEI vise à renforcer la prise en charge des enfants en conflit avec la loi ou victimes de violences en situation de détention en Egypte. Il comprend la mise en œuvre d'une étude des Nations Unies sur la justice juvénile, la coordination avec le comité des droits de l'enfant, des campagnes d'information pour identifier les victimes, un accompagnement juridique assuré par un réseau de 35 avocates et avocats spécialisés, un suivi psychosocial par des travailleuses et travailleurs sociaux et psychologues, ainsi qu'un soutien global aux enfants et aux familles via des programmes de sensibilisation, formation et réinsertion professionnelle.

Malgré un contexte politique très restrictif en Egypte, le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales reste fondamental pour répondre sur place aux besoins immédiats des personnes les plus vulnérables. Ces acteurs doivent néanmoins composer avec des pressions croissantes, un cadre juridique très strict et des ressources de plus en plus limitées.

Concernant la situation humanitaire à Gaza, l'acheminement de l'aide constitue une source majeure de préoccupation pour l'ensemble des acteurs rencontrés lors de la mission. Malgré la position géographique stratégique de l'Egypte, notamment grâce au poste-frontière de Rafah, les organisations humanitaires se heurtent à de grandes difficultés d'accès à la bande de Gaza, en raison de fortes restrictions et blocages imposés par Israël, limitant gravement la livraison de l'aide. Dans ce contexte de crises humanitaires croissantes et de financements restreints, la visite a mis en évidence l'importance cruciale des crédits extraordinaires attribués par le canton de Genève pour répondre à des situations d'urgence de grande ampleur, comme c'est actuellement le cas à Gaza et au Soudan. L'engagement du canton dans les crises humanitaires à l'échelle globale a été largement salué par toutes les organisations rencontrées.

Enfin, la directrice des affaires internationales a pris part à une visite des opérations du CICR au Sud Soudan, du 9 au 16 novembre 2024, dans le cadre d'un voyage organisé destiné aux donateurs historiques du CICR. Cette visite de terrain a permis de mieux comprendre les interventions du CICR et leur impact sur les victimes des conflits, tout en offrant la possibilité d'échanger avec des interlocutrices et interlocuteurs clés, tant au niveau des autorités nationales, régionales et locales que des autres organisations opérant dans le pays. Ce déplacement a également permis d'élargir et de renforcer le réseau du canton avec des représentantes et représentants de la philanthropie suisse et étrangère.

7. Aide aux missions diplomatiques des pays les moins avancés

Le Conseil d'Etat a adopté en 2012 un arrêté définissant les modalités de l'aide que l'Etat de Genève octroie depuis 1995 aux missions des pays les moins avancés (PMA) auprès des institutions internationales établies à Genève. Cette aide s'inscrit dans la politique de l'Etat hôte, qui vise à renforcer la place de la Genève internationale en favorisant la présence à Genève de tous les pays membres des Nations Unies.

En 2024, sur les 46 pays reconnus comme PMA par l'OCDE, 42 ont bénéficié d'une subvention cantonale pour soutenir leur présence à Genève; 4 autres pays n'ont pas de représentation diplomatique à Genève (Guinée-Bissau, Tuvalu, Bénin et Iles Salomon).

Le montant maximum fixé pour cette contribution est de 3 000 francs par mois et par pays.

La participation financière du canton aux loyers de ces missions diplomatiques a été de 1 400 736 francs. 3 nouvelles missions, dont 2 PMA (Kiribati et Sao Tomé-et-Principe) se sont installées à Genève en 2024.

8. Les relations avec les autres collectivités publiques

Le 11 octobre 2024 s'est tenue la 17^e rencontre annuelle entre le canton de Genève et les représentantes et représentants d'une douzaine de communes genevoises actives dans la coopération au développement et l'aide humanitaire. Cette année, c'est le canton qui a eu l'honneur d'accueillir cette matinée d'échange, présidée par la présidente du Conseil d'Etat à cette date, Madame Nathalie Fontanet.

La rencontre a permis entre autres de revenir sur les tendances et enjeux actuels de la solidarité internationale, notamment sur les baisses généralisées des financements provenant des bailleurs institutionnels traditionnels. Les discussions ont soulevé le besoin de renforcer les échanges et la coordination entre les collectivités publiques genevoises, et de mettre davantage l'accent sur la complémentarité de leurs procédures en faveur de la solidarité internationale à Genève.

L'année 2024 a aussi marqué le lancement du groupe de travail conjoint sur la solidarité internationale, composé actuellement de 5 communes genevoises (Bernex, Carouge, Confignon, Meyrin, et Plan-les-Ouates), de la Ville de Genève et du canton. Le groupe s'est rencontré à cinq reprises durant l'année, permettant de définir les bases de collaboration, d'élaborer une cartographie des pratiques et procédures de chaque entité, de se consulter sur certains dossiers précis et d'échanger sur des thématiques et défis communs.

Un groupe de travail a également été créé en 2024 de manière conjointe avec la Ville de Zurich, la Ville de Lucerne, le canton de Bâle-Ville, la Ville de Genève, la DDC et le canton de Genève afin d'échanger sur les différentes pratiques en matière de coopération internationale et de faciliter la collaboration sur des dossiers et des thématiques spécifiques. Cette communauté est d'autant plus nécessaire qu'elle permet de renforcer la collaboration en faveur de la coopération internationale, portée notamment par de nombreuses organisations basées à Genève, alors même que les financements dédiés au domaine sont en baisse.

9. Perspectives

L'année 2024 a été marquée par des défis considérables pour la coopération internationale, notamment en raison de fortes réductions budgétaires, de tensions géopolitiques et de crises économiques. Les Etats traditionnellement en soutien à l'aide internationale font désormais face à d'importants arbitrages budgétaires, notamment afin de renforcer leur propre dispositif sécuritaire, souvent aux dépens des budgets dédiés à la coopération. Les premiers impacts de cette tension sont perceptibles au sein de la Genève internationale avec notamment une résurgence accrue de la compétition entre les membres de son écosystème pour l'obtention de fonds institutionnels. Nous assistons donc, en 2024, à différents signes précurseurs de la crise d'envergure que connaîtra l'ensemble du système multilatéral avec l'avènement de la nouvelle administration américaine, et notamment le démantèlement de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) l'année suivante.

En réponse à ce contexte fondamentalement instable, le canton se doit de rester un partenaire fiable et prévisible. Le canton continue d'agir là où il a une plus forte valeur ajoutée et où ses efforts financiers génèrent le meilleur impact. Malgré les défis imposés par la contraction économique qui affecte la coopération internationale depuis 2022, des initiatives innovantes émergent, offrant ainsi des solutions concrètes pour une coopération plus inclusive, durable et résiliente face aux enjeux mondiaux. En finançant ces initiatives et les projets de ses partenaires, le canton s'emploie également à soutenir les valeurs et les acquis de la Genève internationale, ainsi que ses domaines d'excellence.

Il est essentiel de préserver la diversité et la pluralité des acteurs de la Genève internationale. Cette cohabitation entre différents acteurs – étatiques, académiques, ONG, organisations internationales (OI) – est un des atouts clé de notre cité. Une action coordonnée entre les différentes collectivités publiques – locales, cantonales ou fédérales – engagées en faveur de la solidarité internationale est indispensable. Ces axes de travail qui visent davantage de complémentarité entre les bailleurs de fonds suisses de la coopération internationale incluent également la philanthropie. En effet, des échanges réguliers avec les fondations genevoises, suisses et internationales ont été mis en place dès 2024 pour assurer des fonds complémentaires aux organisations à Genève. Cet effort de synergie vise à renforcer la résilience collective des acteurs de la Genève internationale, en réponse à des défis financiers inédits. Au moment où le monde fait face à des enjeux globaux significatifs, Genève doit continuer à investir dans la prévention des crises et la mitigation de leurs effets, et permettre l'émergence de solutions

innovantes. Genève doit également continuer à œuvrer en faveur du respect et de la promotion des normes internationales tout en maintenant son rôle comme centre de gouvernance mondiale inclusive.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :

Michèle RIGHETTI-EL ZAYADI

Le président :

Thierry APOTHÉLOZ

Annexes :

- 1) *Budget 2024*
- 2) *Liste de projets 2024*
- 3) *Liste des membres de la CCSI 2024-2028*
- 4) *Répartition par domaine d'intervention 2024*
- 5) *Répartition géographique des subventions 2024*

ANNEXE 1

Budget 2024

Total SI 2024	Budget	Comptes	Commentaires
02500301	16'803'000		
Subventions accordées:	16'573'000	16'450'699	
➤ FGC	3'000'000	3'000'000	Contrat de prestations
➤ CICR	4'500'000	4'500'000	Selon convention
➤ MSF	1'200'000	1'200'000	Selon convention
➤ Aide aux missions des pays les moins avancés	1'523'000	1'400'736	41 missions PMA
➤ Aide aux pays en développement	6'350'000	6'349'963	
Crédits extraordinaires		9'000'000	
➤ Soutien extraordinaire pour la crise au Soudan		5'000'000	Contribution humanitaire d'urgence pour les populations victimes du conflit au Soudan
➤ Soutien extraordinaire pour la crise au Liban		4'000'000	Contribution humanitaire d'urgence à six entités pour leurs activités humanitaires au Liban et dans les pays limitrophes

ANNEXE 2

**DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DES RESSOURCES HUMAINES
DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES**

SERVICE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS SUBVENTIONNÉS 2024

Total des projets acceptés par le service de la solidarité internationale		6'348'963
Aide Humanitaire		438'000
UNIS POUR AGIR, Burkina Faso		20'000
Projet d'eau pour les déplacés de guerre à Diapaga, au Burkina Faso		
TERRE DES HOMMES, Syrie		30'000
Aide humanitaire d'urgence pour les populations déplacées en Syrie		
WOMEN'S HOPE INTERNATIONAL, Tchad		30'000
Réponse d'urgence en faveur des réfugiés et réfugiés du Soudan et la communauté hôte dans les districts sanitaires d'Aboudoum et de Chokoyane, au Tchad		
CROIX-ROUGE SUISSE, Bangladesh		40'000
Aide d'urgence: inondations en Asie		
GLOBAL DETENTION PROJECT, Egypte		55'000
Appel à l'action pour soutenir les efforts humanitaires des organisations communautaires en Égypte en faveur des réfugiés à risque		
HELPCODE, Libye		60'000
Amélioration des conditions de vie et le bien-être des réfugiés soudanais et de la communauté hôte grâce à des installations WASH améliorées et des pratiques d'hygiène à Al Kufra		
HELVETAS, Bolivie		60'000
Urgence Bolivie : Incendies de forêt dans la région de Chiquitanía		
MERCY HANDS EUROPE, Irak		60'000
Appel à l'action pour soutenir les réfugiés libanais en Irak		
INTERNATIONAL COUNCIL OF VOLUNTARY AGENCIES, Amérique latine		80'000
Support aux forums d'ONG d'Amérique latine et Caraïbes		
Droits Humains		1'937'460
GLOBAL DETENTION PROJECT, Plusieurs pays		30'000
Global Immigration Detention Observatory		
PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, Honduras		30'000
Défendre les droits humains au Honduras, une activité à hauts risques		
MENA RIGHTS GROUP, Genève		35'000
Revue de l'Arabie saoudite par les organes de traités de l'ONU : mobiliser la société civile saoudienne pour la défense des droits des femmes et des minorités		
CENTRE D'ETUDE JURIDIQUES AFRICAINES, République centrafricaine		42'450
Renforcement des capacités des institutions et acteurs centrafricains dans le monitoring des droits humains		
COMMITTEE FOR JUSTICE, Soudan		60'000
Soutenir les défenseurs et défenseuses de droits humains au Soudan		

HURIDOC3, Plusieurs pays Soutien les défenseurs des droits de l'homme dans le monde entier en leur proposant des outils et stratégies de documentation permettant de stocker et d'analyser en toute sécurité les informations relatives aux droits de l'homme	60'000
JUSTICE RAPID RESPONSE, Guatemala Justice Rapid Response - Renforcement des capacités des parties civiles et des procureurs en matière d'enquêtes et de poursuites de crimes internationaux au Guatemala	60'000
SERVICE INTERNATIONAL POUR LES DROITS DE L'HOMME, Genève Programme de formation et accompagnement au plaidoyer pour les défenseur.es des droits humains	70'000
CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES, Genève Renforcement de capacités et plaidoyer pour les droits des peuples autochtones	92'000
CENTRE DE CONSEILS ET D'APPUI POUR LES JEUNES EN MATIERE DE DROITS HUMAINS, Afrique Renforcement de l'engagement des jeunes pour les droits humains dans les pays francophones d'Afrique	93'000
VIVERE, Pays du Golfe Lutte contre le trafic d'être humains, assistance et protection des victimes	100'000
CENTRE EUROPE-TIERS MONDE, Genève Programme droits humains	100'000
CAIRO INSTITUTE FOR HUMAN RIGHTS STUDIES, Egypte/Lybie Protéger les défenseur.euse.s des droits humains et promouvoir l'avancée des réformes des droits humains en Libye et en Egypte	140'000
CENTRE POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES, Afrique Programme Afrique - Soutien au défenseur.e.s des droits humains pour le renforcement des droits civils et politiques – Pays cibles : Congo-Brazzaville, Gabon, Kenya, Madagascar, Ouganda, Zambie, Zimbabwe, Burundi et RDC	145'000
TRIAL INTERNATIONAL, République démocratique du Congo Lutter contre l'impunité et promouvoir la justice transitionnelle en République démocratique du Congo	150'000
UNIVERSAL PERIODIC REVIEW INFO, Genève Les pré-sessions à l'examen périodique universel	150'000
DEFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL, MENA Justice pour les enfants privés de liberté dans la région MENA	180'000
ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE, Plusieurs pays Pour une police au service des droits humains	200'000
ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE, Plusieurs pays Programme de l'OMCT sur les défenseur.e.s des droits humains	200'000
Éducation et Formation	760'000
CERG-C (UNICEF), Genève Cinq bourses d'études par année en faveur de participants de pays en développement ou à revenu intermédiaire au Certificat post-grade de spécialisation en Evaluation et Management des Risques Géologiques et risques liés au Climat (CERG-C)	20'000
THEATRE SPIRALE, Sénégal Le Pont	30'000
FRANCOIS-XAVIER BAGNOUD, Myanmar Renforcement de l'employabilité et des capacités personnelles de jeunes vulnérables, déplacé.e.s internes et survivantes de violences liées au genre au Myanmar	70'000
NAI GALA, Afghanistan Éducation communautaire en Afghanistan	80'000

HORIZON ACADEMIQUE (UNIGE), Genève Accueil de chercheurs en danger à l'Université de Genève	100'000
INZONE (UNIGE), Plusieurs pays Pour une meilleure autonomie des personnes réfugiées	120'000
GENEVA CENTRE OF HUMANITARIAN STUDIES, Genève Bourses pour étudiants provenant de pays en voie de développement pour des formations en Master of advanced studies (MAS) et Diploma of advanced studies (DAS) en Action humanitaire	150'000
INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DEVELOPPEMENT, Genève Executive Master en politiques et pratiques du développement - DPP	180'000
Environnement	686'000
AQUA ALIMENTA, Côte d'Ivoire Gestion durable des sols et de l'eau pour améliorer l'alimentation, la nutrition et préserver l'environnement au nord de la Côte d'Ivoire	30'000
GLOBAL ALLIANCE ON HEALTH AND POLLUTION, Plusieurs pays Aborder la pollution au plomb par le plaidoyer et le soutien direct aux pays - Ouganda et région du Mercosur	60'000
WORLD WIDE FUND FOR NATURE, Madagascar Revenus pour la nature dans les Hautes Terres du Nord à Madagascar, phase 2	100'000
THE CLIMATE ACTION ACCELERATOR, Genève-Mondial Implémenter les feuilles de route climatiques et environnementales des organisations de solidarité internationale	120'000
BIOVISION, Kenya Une production de tomates durables au Kenya	125'000
SWISSCONTACT, Bolivie Marchés pour le recyclage en Bolivie: des entreprises respectueuses de l'environnement (ERE) recyclent des matériaux du secteur des transports	150'000
Actions et manifestations à Genève	182'784
GLOBAL ALLIANCE ON HEALTH AND POLLUTION, Genève Venue au Geneva Health Forum (GHF) d'un représentant de GAHP en provenance du Vietnam	2'455
Comité ONG de la condition de la femme (NGO-CSW), Genève Participation aux frais de voyage et de per diem de déléguées dans le cadre du projet "Civil Society Forum (Beijing + 30)"	3'174
FREEDOM CARTOONISTS FOUNDATION, Genève Cérémonie de remise du Prix international du dessin de presse – Kofi Annan Courage in Cartooning Award	5'000
HEALTH INNOVATION & INVESTMENT EXCHANGE, Genève Venue de femmes entrepreneures et représentantes de la société civiles à divers événements en lien avec la santé et l'innovation organisés en marge de l'Assemblée mondiale de la Santé et du Geneva Health Forum	7'023
GLOBAL CITIES HUB, Genève Venue de maires à l'édiction 2024 du Forum des Maires	7'178
MESOPOTAMIA OBSERVATORY OF JUSTICE, Genève Venue de délégués à la conférence " Les droits des personnes LGBTQI+ en milieu carcéral et au-delà"	8'000

ECOHUMANITA, Genève Pour une gouvernance inclusive et solidaire: participation de la délégation à la Conférence diplomatique 2024 de l'OMPI sur les ressources génétiques et les savoirs traditionnels qui y sont associés	12'324
COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES, Genève Venue de dix femmes, membres de la société civile et victimes de disparitions forcées, au Congrès mondial sur les disparitions forcées	23'130
SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL - SECRETARIAT GENERAL, Genève Célébration du Centenaire du Service Social International	25'000
CENTER OF COMPETENCE ON HUMANITARIAN NEGOTIATIONS, Genève Venue de 20 représentants d'organisations humanitaires locales au Sommet mondial sur les négociations humanitaires de première ligne	29'500
DEV.TV, Genève Young Activists Summit - #YAS24	60'000
Information et Sensibilisation	466'800
INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DEVELOPPEMENT, Genève Revue internationale de politique de développement – réalisation d'une évaluation externe et finalisation des activités en cours	16'800
FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL SUR LES DROITS HUMAINS DE GENEVE, Genève Festival du Film et forum international sur les droits humains (FIFDH) - soutien à la soirée du 12 mars 2024 intitulée "Afghanistan: l'apartheid du 21e siècle?"	20'000
FONDATION MARTIN ENNALS, Genève Prix Martin-Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme,	60'000
GENEVA CENTRE FOR SECURITY POLICY, Genève Soutien à l'objectif de mise en place d'un centre de recherche, de formation et de collecte/analyse de données pour soutenir l'action humanitaire en mer	60'000
INTERNATIONAL CAMPAIGN TO ABOLISH NUCLEAR WEAPONS, Mondial Promotion de l'assainissement de l'environnement et de l'assistance aux victimes pour les survivants de l'utilisation et des essais d'armes nucléaires	150'000
THE NEW HUMANITARIAN, Mondial Construire une agence de presse transformatrice pour notre époque	150'000
Paix et Médiation	200'000
CENTRE POUR LE DIALOGUE HUMANITAIRE, Afghanistan Dialogue et médiation en Afghanistan	200'000
Protection femmes et enfants	663'828
MAASAI AID ASSOCIATION, Kenya Infrastructures scolaires et sanitaires dans 3 écoles primaires, apport d'eau, campagne contre l'excision aux villages bénéficiaires au Kenya	18'000
BUREAU INTERNATIONALE CATHOLIQUE DE L'ENFANCE, Côte d'Ivoire Réinsertion des enfants libérés en Côte d'Ivoire	26'929
IAMANEH, Sénégal Pour une jeunesse informée sur la sexualité reproductive et responsabilisée contre les violences basées sur le genre dans le district de Guédiawaye, au Sénégal	30'000
CHILD IDENTITY PROTECTION, Côte d'Ivoire/Cameroun Renforcement du rattrapage de l'enregistrement des naissances en cours de scolarité au Cameroun et en Côte d'Ivoire pour un meilleur accès à l'éducation	40'000

VIRLANIE, Philippines	45'000
Soutien le foyer Masaya: protéger et soigner les enfants abandonnés, maltraités et négligés à Manille, Philippines	
HANDICAP INTERNATIONAL, Egypte	60'000
Renforcement de l'accès au développement de la petite enfance et l'autonomisation économique des femmes parmi les réfugiés, les migrantes et les communautés d'accueil dans la région du Grand Caire	
CASA ALIANZA, Honduras	134'000
Protection des droits des enfants en situation de migration forcée au Honduras	
GLOBAL SURVIVORS FUND, Mondial	200'000
Convention de Partenariat 2023-2026	
Santé	1'248'000
GENEVA HEALTH FORUM, Genève	100'000
Geneva Health Forum	
THE HEPATITIS FUND, Rwanda	123'000
Vers l'élimination de l'hépatite B chez les nouveau-nés au Rwanda : prévention de la transmission verticale et vaccination à la naissance	
UNIVERSITE DE GENEVE, Népal	145'000
Améliorer l'accessibilité aux soins de premiers recours via la télé-médecine au Népal	
FOUNDATION FOR INNOVATIVE NEW DIAGNOSTICS, République Démocratique du Congo/Angola	150'000
Stratégie de surveillance intégrée pour éliminer la trypanosomiase humaine africaine d'un foyer transfrontalier comprenant le Kongo Central (République Démocratique du Congo) et l'Angola	
SECOND CHANCE, Afrique subsaharienne	150'000
École de chirurgie reconstructive en Afrique sub-saharienne	
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE, Népal	180'000
Améliorer la sensibilisation, la détection et la prise en charge du diabète, de l'hypertension, des maladies rénales chronique et des maladies cardiovasculaires dans l'Est du Népal (Projet KHDC – Phase II)	
DRUGS FOR NEGLECTED DISEASES INITIATIVE, Soudan	200'000
Posravuconazole, un traitement pour le mycetome fongique : corroborer les résultats, préparer l'accès au traitement, au Soudan	
GLOBAL ANTIBIOTIC RESEARCH & DEVELOPMENT PARTNERSHIP, Plusieurs pays	200'000
Améliorer les soins aux nouveau-nés en Asie atteints de sepsis grave grâce à de nouveaux traitements antibiotiques	
Crédits extraordinaires	8'000'000
MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF), Soudan	5'000'000
Contribution humanitaire d'urgence pour les populations victimes du conflit au Soudan	
CENTRE POUR LE DIALOGUE HUMANITAIRE (HD), COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR), CROIX-ROUGE LIBANAISE VIA LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE (IFRC), HAUT-COMMISSARIAT POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF), OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (UNRWA), Liban	4'000'000
Contribution humanitaire d'urgence à six entités pour leurs activités humanitaires au Liban et dans les pays limitrophes	
Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)	1'400'738
Contrat de partenariat entre l'Etat de Genève et Médecins Sans Frontières (MSF)	1'200'000
Contrat de prestations entre l'Etat de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)	3'000'000
Convention entre l'Etat de Genève et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR)	4'500'000
TOTAL	26'460'888

*ANNEXE 3***LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CCSI)****Présidence**

Anne DE RIEDMATTEN
Directrice
Service de la solidarité internationale (DAI)
anne.deriedmatten@etat.qe.ch

Membres internes à l'Etat

Pierre-Yves PETTINA
Direction générale de l'enseignement
secondaire II (DGESII)
pierre-yves.pettina@etat.qe.ch

Bruno LAB
Hôpitaux Universitaires de
Genève
Direction des affaires
extérieures
bruno.lab@hcuge.ch

Marie SCHÄRLIG
Experte en aide humanitaire
et coopération internationale
marie.scharlig@etat.qe.ch

Membres externes

Catherine-Lune GRAYSON
Représentante CICR
Experte en DIH et aide humanitaire
cgrayson@icrc.org

Beata GODENZI
Experte en coopération
internationale
beatagodenzi@gmail.com

Béatrice GODEFROY
Experte en santé publique et environnement
beatrice.godefroy@climateactionaccelerator.org

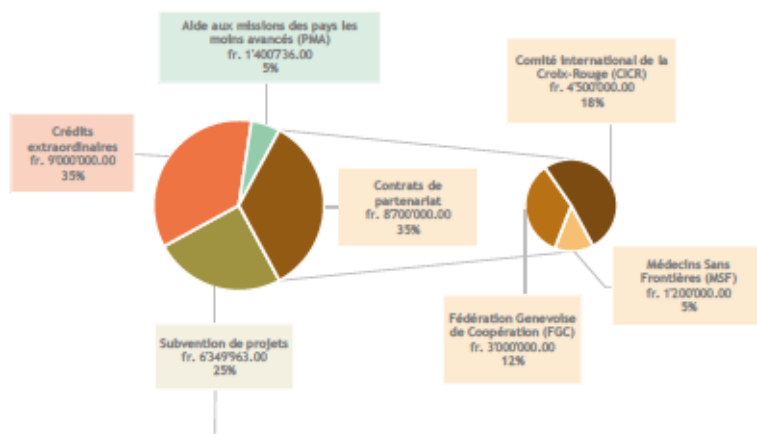
Christophe GOLAY
Expert en droits humains
Graduate Institute
christophe.golay@graduateinstitute.ch

Secrétariat CCSI

Nadia OULABY
Chargée de projets
Service de la solidarité internationale
(DAI)
e-mail : nadia.oulaby-larai@etat.qe.ch

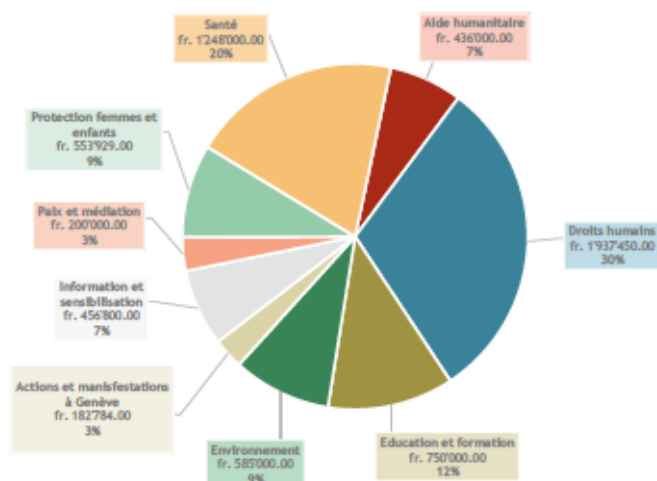
ANNEXE 4

Répartition financière des dépenses de la solidarité internationale en 2024



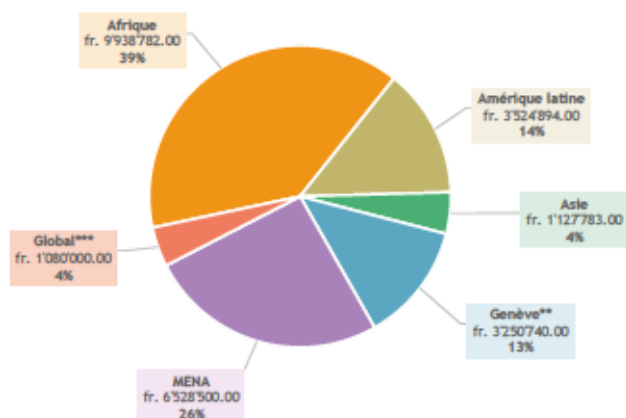
Répartition financière des subventions de projets dans les domaines d'intervention de la solidarité internationale en 2024 - fr. 6'349'963.00

*hors crédits extraordinaires, conventions de partenariat (CICR, MSF et FGC) et missions permanentes



ANNEXE 5

Répartition géographique des dépenses de la solidarité internationale en 2024*



* Inclut crédits extraordinaires, conventions de partenariat (CICR, MSF et FGC) et missions permanentes

** Inclut les aides aux missions permanentes des pays les moins avancés (PMA) à Genève

*** Concerne les subventions de projets réalisés dans plusieurs pays et/ou ayant une portée mondiale